

c) d'après l'ordre chronologique des arrêtés de nomination, si la promotion a lieu au choix et, en cas d'égalité, d'après le classement dans le grade précédent;

d) d'après le classement dans le grade précédent, si le changement de grade est accordé sans épreuve préalable à des agents titulaires du même grade; si les agents intéressés étaient titulaires de grades différents, il est tenu compte successivement de l'ancienneté de rang, de niveau et de service; en cas d'égalité, la préférence est accordée à l'agent le plus âgé. »

**Art. 2.** Dans l'article 78, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « l'ancienneté de rang » sont insérés entre les mots « l'ancienneté de grade, » et « l'ancienneté de niveau, ».

**Art. 3.** Dans l'article 79, § 1er, du même arrêté, les mots « de rang, » sont insérés entre les mots « l'ancienneté de niveau, » et « de grade ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1984.

**Art. 5.** Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 1984.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Communications  
et des Postes, Télégraphes et Téléphones,  
H. DE CROO

Le Secrétaire d'Etat aux Postes,  
Télégraphes et Téléphones,  
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

F. 85 — 77

**3 DECEMBRE 1984.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 février 1958 portant organisation de l'enseignement maritime de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur l'enseignement maritime, coordonnée le 20 septembre 1960, modifiée par les lois du 27 mai 1969 et du 16 juin 1976;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1958 portant organisation de l'enseignement maritime de l'Etat, notamment l'article 32, modifié par les arrêtés royaux du 2 juin 1969, du 9 avril 1970, du 2 octobre 1972 et du 4 décembre 1978;

Vu l'avis du Conseil de Perfectionnement de l'Enseignement maritime;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 32 de l'arrêté royal du 7 février 1958 portant organisation de l'enseignement maritime de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 2 juin 1969, 9 avril 1970, 2 octobre 1972 et 4 décembre 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. Dans la computation du temps de navigation requis, en vertu des articles 29 et 30, pour l'admission dans la section machines des écoles de navigation, est pris en considération, dans sa totalité, le temps passé à bord de navires marchands et d'autres bâtiments de mer d'une puissance d'au moins 295 kW (400 cv), si ce temps est justifié par les inscriptions au rôle d'équipage.

Les services à bord de navires, d'une puissance d'au moins 1 470 kW (2000 cv), dont la durée n'est pas justifiée par des inscriptions au rôle d'équipage, sont retenus, pour la computation du temps de navigation, à raison des deux tiers de leur durée.

S'il n'existe pas de rôle d'équipage, les services à bord de bâtiments d'une puissance d'au moins 295 kW (400 cv), sont retenus, pour la computation du temps de navigation, à raison des deux tiers de leur durée, sans, toutefois, que le temps ainsi pris en considération puisse dépasser vingt-quatre mois.

c) naar de chronologische volgorde van de benoemingsbesluiten, indien de bevordering geschiedt naar keuze, en, in geval van gelijkheid, naar de rangschikking in de vorige graad;

d) naar de rangschikking in de vorige graad, indien de verandering van graad zonder voorafgaand examen wordt toegekend aan ambtenaren die titularis zijn van dezelfde graad; indien de betrokken ambtenaren titularis waren van verschillende graden, wordt achtereenvolgens de rang-, de niveau- en de dienstanciënniteit in aanmerking genomen; in geval van gelijkheid wordt de voorkeur gegeven aan de oudste ambtenaar. »

**Art. 2.** In artikel 78, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden tussen de woorden « De graad, » en « de niveau- », de woorden « de rang, » ingevoegd.

**Art. 3.** In artikel 79, § 1, van hetzelfde besluit, worden tussen de woorden « de graad, » en « de niveau- » de woorden « de rang, » ingevoegd.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1984.

**Art. 5.** Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 1984.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen  
en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,  
H. DE CROO

De Staatssecretaris voor Posterijen,  
Telegrafie en Telefonie,  
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

N. 85 — 77

**3 DECEMBER 1984.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 februari 1958 tot inrichting van het zeevaartonderwijs van de Staat

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd op 20 september 1960, gewijzigd bij wetten van 27 mei 1969 en 18 juni 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1958 tot inrichting van het zeevaartonderwijs van de Staat, inzonderheid op artikel 32, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 2 juni 1969, 9 april 1970, 2 oktober 1972 en 4 december 1978;

Gelet op het advies van de Raad tot Verbetering van het Zeevaartonderwijs;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 32 van het koninklijk besluit van 7 februari 1958 tot inrichting van het zeevaartonderwijs van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 juni 1969, 9 april 1970, 2 oktober 1972 en 4 december 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 32. Voor de berekening van de vaartijd, die krachtens de artikelen 29 en 30 vereist is om tot de afdeling machine van de zeevaartscholen te worden toegelaten, komt in aanmerking de gehele tijd van inschepping aan boord van koopvaardijsschepen en van andere zeevaartuigen met een vermogen van ten minste 295 kW (400 pk) indien die tijd blijkt uit de aantekeningen op de monsterrol.

De diensttijd aan boord van zeeschepen met een vermogen van ten minste 1 470 kW (2000 pk) waarvan de duur niet blijkt uit de aantekeningen op de monsterrol, komt voor de berekening van de vaartijd in aanmerking voor twee derden van zijn duur.

Is er geen monsterrol, dan komt de diensttijd aan boord van vaartuigen met een vermogen van ten minste 295 kW (400 pk), voor de berekening van de vaartijd in aanmerking voor twee derden van zijn duur, maar er mag niet meer dan vierentwintig maanden diensttijd in aanmerking worden genomen.

Les services à bord d'un navire de forage pétrolier sont retenus, pour la computation du temps de navigation, à raison des deux tiers de la durée du contrat, sans, toutefois, que le temps ainsi pris en considération puisse dépasser les quatre tiers du temps passé à bord. »

**Art. 2.** Les navigants en service à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à bénéficier du régime qui leur était applicable à cette date, si ce régime leur est plus favorable.

**Art. 3.** Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 décembre 1984.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Postes,  
Télégraphes et Téléphones,

**H. DE CROO**

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS**

F. 85 — 78

**29 NOVEMBRE 1984**

Arrêté royal instituant une « Commission Design »  
au sein du Ministère des Travaux publics

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1982 remplaçant l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions;

Considérant qu'il importe de coordonner et d'améliorer les équipements des Pouvoirs publics;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué au département des Travaux publics une « Commission Design » chargée :

1<sup>o</sup> d'harmoniser, de coordonner et d'améliorer les équipements que les Pouvoirs publics définissent, commandent ou achètent pour l'usage de l'Administration, ou de la population;

2<sup>o</sup> d'améliorer la qualité de l'environnement et son équipement sur le plan du service ou de l'esthétique;

3<sup>o</sup> de coordonner les besoins des différents départements concernés afin d'arriver à des programmes cohérents, générateurs d'économie;

4<sup>o</sup> de susciter la création et la fabrication en Belgique d'équipements nouveaux, fonctionnels et harmonieux dans un but d'économie nationale et de promotion d'exportation.

Elle fera toutes propositions utiles aux différents départements ministériels en ce domaine.

**Art. 2.** Les membres de la Commission sont nommés par le Ministre des Travaux publics pour un terme de quatre ans.

Il nomme :

1) trois membres parmi les membres du personnel de son département ou de son cabinet;

2) un membre proposé par l'Office belge du Commerce extérieur;

3) deux membres présentés par le Ministre qui a les Communications dans ses attributions représentant son département et la Régie des Postes;

4) deux membres proposés par le Design Centre;

5) un membre présenté par le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions;

6) un membre présenté par le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions et représentant le Service de Programmation de la Politique scientifique;

7) un membre présenté par l'Union des designers belges.

De diensttijd aan boord van een olieboorschip komt voor de berekening van de vaartijd in aanmerking voor twee derden van de duur van het contract, maar er mag niet meer dan vier derden van de aan boord doorgebrachte tijd in aanmerking worden genomen. »

**Art. 2.** De zeevarenden in dienst op de vooravond van de datum waarop dit besluit in werking treedt, blijven de regeling genieten die op die datum op hen een toepassing was, indien die regeling voor hen gunstiger is.

**Art. 3.** Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 december 1984.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen,  
Telegrafie en Telefonie,

**H. DE CROO**

**MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN**

N. 85 — 78

**29 NOVEMBER 1984**

Koninklijk besluit tot oprichting van een « Design Commissie »  
bij het Ministerie van Openbare Werken

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 1982 tot vervanging van het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten;

Gelet op de noodzaak tot coördineren en verbeteren van de uitrustingen der Openbare besturen;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Bij het departement van Openbare Werken wordt een « Design Commissie » opgericht die belast wordt :

1<sup>o</sup> met het harmoniseren, coördineren en verbeteren van de uitrustingen die de Openbare Overheden omschrijven, bestellen en verwerven ten gerieve der Besturen of van de bevolking;

2<sup>o</sup> met de verbetering van de hoedanigheid van het leefmilieu en zijn uitrusting, wat betreft de dienstverlening en de esthetiek;

3<sup>o</sup> met het coördineren der behoeften van de verschillende betrokken departementen, voor de vaststelling van samenhangende besparingsprogramma's;

4<sup>o</sup> met de bevordering van de creatie en de produktie in België van nieuwe functionele en evenwichtige uitrustingen in het belang van 's lands huishouding en ter promotie van de uitvoer.

Zij zal alle nuttige voorstellen op dit gebied voorleggen aan de verschillende ministeriële departementen.

**Art. 2.** De leden van de Commissie worden benoemd door de Minister van Openbare Werken voor de duur van vier jaar.

Hij benoemt :

1) drie leden gekozen uit het personeel van zijn departement of van zijn kabinet;

2) een lid voorgedragen door de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel;

3) twee leden vertegenwoordigend het departement en de Regie der Posterijen, voorgedragen door de Minister die Verkeerswezen in zijn bevoegdheid heeft;

4) twee leden voorgedragen door het Design Center;

5) een lid voorgedragen door de Minister die de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft;

6) een lid vertegenwoordigend de Dienst Programmatie van Wetenschapsbeleid, voorgedragen door de Minister die het Wetenschapsbeleid in zijn bevoegdheid heeft;

7) een lid voorgedragen door de Belgische Unie der Designers.